

• Les alliances européennes

Proposant aux travailleurs d'élire des députés au niveau européen, le PCF doit envisager des alliances aussi au niveau européen.

Il considère tout d'abord que «la coopération et l'action commune avec les autres partis communistes de la CEE, dans le respect de leur diversité, malgré les différences, voire les divergences, sont le ciment de l'union des forces progressistes de l'Europe»... Le PCF envisage donc un avenir d'union et d'action avec les autres partis révisionnistes d'Europe. De quelles actions il s'agit, le PCF ne le dit pas. Lorsqu'on connaît l'état des divergences existant aujourd'hui entre ces partis, et principalement sur la question importante de l'élargissement, la discrétion du PCF n'est pas étonnante.

Les autres alliés privilégiés du PCF seront... les partis sociaux-démocrates d'Europe. «Nous agissons, en particulier dans le cadre européen, pour établir et développer des contacts et si possible des actions communes avec les partis socialistes et sociaux-démocrates...».

Le PCF se place là sur un terrain délicat... Dans son livre *Europe : la France en jeu* qui développe ses positions récentes sur l'Europe, le PCF, après avoir consacré un chapitre à «l'Europe social-démocrate», accusée de tous les maux, déclare plus loin que c'est avec les partis socialistes et sociaux-démocrates qu'il compte engager la lutte contre cette Europe là !

La CEE, dit le PCF, est le terrain d'élection de la social-démocratie qui est «présente et active dans les rouages institutionnels du Marché commun». Il présente la social-démocratie comme responsable du chômage, de l'inflation, incapable d'apporter des solutions à la crise, prête à se plier aux volontés de l'impérialisme américain, ayant une politique néo-coloniale vis à vis des pays du tiers monde. Sa propagande sur l'Europe est d'autre part basée sur une attaque de la RFA, dirigée par la social-démocratie. Et enfin il ne manque pas une occasion, et il est vrai que c'est facile, pour mettre en avant la convergen-

Midi sa propagande contre l'élargissement, le PCF tente de récupérer ce mécontentement, essayant de créer l'illusion qu'un vaste front se forme autour de lui. Cette campagne vise aussi à affaiblir le PS, dans une région que celui-ci a longtemps pu considérer comme un fief inébranlable. Alors que les élus locaux PS, vieux politiciens sur le retour, sont déjà largement déconsidérés, il peut être relativement facile au PCF de les isoler sur cette question européenne, le PS ayant le même discours que la droite giscardienne.

Dans les cinq départements du Languedoc-Roussillon, le PCF organisait ainsi «une vaste consultation démocratique». Il s'agissait en fait de faire signer des cartes de vote sur lesquelles il était écrit «Non à l'élargissement du marché commun. Je veux vivre, travailler et décider au pays». Et le PCF s'est employé à récolter le maximum de signatures, se réjouissant de recruter l'adhésion des couches les plus réactionnaires... Dans L'Humanité du 13 février 1979, on pouvait lire «les tabous sont tombés. Ne voila t-il pas que des gens considérés «réac» ont signé la carte contre l'élargissement ! Jusqu'au docteur, notable du village, qui a signé sa carte...»

«En quelques jours, 450 marins pêcheurs ont signé, et pour la moitié des non communistes, des gaullistes, des gens marqués à droite et aussi des socialistes. L'union à la base existe dans le Languedoc et le Roussillon. Autour du manifeste «Mon pays escorjat» et surtout autour de la vaste consultation populaire engagée par le parti communiste».

Georges Marchais a même effectué deux voyages dans le Languedoc Roussillon à la fin de l'année dernière, et une série de meetings a été organisée à cette occasion. A Alès, notamment, L'Humanité (a) se réjouissait que «du directeur du centre hospitalier, au capitaine de gendarmerie, du président de l'Union industrielle et commerciale alsésienne au directeur du théâtre etc... ainsi toutes religions, toutes origines et toutes opinions confondues se crée ici un vaste mouvement uni pour la sauvegarde de la région...»

Et le PCF est allé encore plus loin dans ses tentatives de récupération... En février, Emmanuel Maffre-Baugé annonçait, au cours d'une conférence de presse au siège du PCF, sa candidature aux élections européennes... sur la liste du PCF. La manœuvre est habile : Maffre-Baugé, animateur des comités d'action viticoles, dans le midi bénéficie d'une influence importante chez les viticulteurs ; sa qualité de signataire du manifeste peut lui faire rallier des électeurs sensibles aux thèmes régionaux, et enfin il a largement fait connaître qu'il était chrétien... Ce rapprochement de certains dirigeants viticoles, dont Maffre-Baugé, était déjà apparu au cours des municipales en 1977 et avait fait suite aux efforts que le PCF avait déployés afin de récupérer la lutte menée par les comités d'action viticoles dans le midi. Cependant, dès que la proposition du PCF à Maffre-Baugé fut connue, les deux autres signataires à l'initiative du manifeste, Robert Laffont et Jean-Pierre Chabrol exprimèrent publiquement leur désaccord avec leur cosignataire et s'élevèrent par avance contre toute utilisation qui pourrait être faite par lui de sa qualité de signataire du manifeste.

D'autre part, Le Monde ayant rendu compte du manifeste occitan en insistant sur les revendications d'autonomie régionale, L'Humanité répliquait sèchement que ce n'est pas de cela qu'il s'agissait et que le manifeste insistait surtout sur le refus de l'élargissement du Marché commun. Cette polémique fit beaucoup de bruit dans le midi, plusieurs signataires retirant publiquement leur signature : «Le manifeste n'est plus un appel pour l'autonomie, il devient un appel contre l'élargissement, un appel pour voter PCF. Je ne veux plus cautionner cela» écrivait un des signataires dans un journal local.

Ainsi si l'opération récupération, attrape-tout du PCF dans le midi, remporte certains succès, elle fait aussi naître de nouvelles résistances à ces tentatives. Le PCF notait même que dans cette région il avait dû subir «les accusations révoltantes de nationalisme ou de xénophobie». (b).

(a) Humanité du 20/12/78

(b) Cahiers du communisme février 79.